



Lieux de mémoire

Un dialogue franco-allemand

Ein deutsch-französischer Dialog

Rapport rédigé par les Jeunes européens - Strasbourg
portant sur les propositions d'un groupe d'étudiants sur la
mise en scène de la mémoire en France et en Allemagne

Théo Mertz - Louis Ritter

Préface

On pourrait aisément dire de *Lieux de mémoire* qu'il s'agit d'une anomalie, et à plusieurs égards.

Tout d'abord, il s'agit du premier projet que j'ai imaginé pour les Jeunes Européens-Strasbourg, au printemps 2020, en pleine pandémie. De cela deux choses : la naïveté d'une présidente fraîchement entrée en fonctions, et la volonté de compenser ce confinement en explorant totalement le sujet par les sous-thématiques et les formats. En outre, je me suis appuyée sur les connaissances (culturelles, linguistiques) des membres de l'équipe pour mener à bien le projet : parisienne et ne parlant pas allemand, je ne me voyais absolument pas le mener dans sa dimension *contenu*. Je pensais, et nous en venons à la naïveté énoncée précédemment, que nous sortirions vite de la pandémie et qu'en une année, nous aurions le temps d'explorer le sujet dans toutes ses dimensions, grâce au cadre financier et logistique que je créerai et à la dynamique et l'expertise de l'équipe.

Sur le papier, le projet avait tout pour être un succès et les partenaires opérationnels et financiers étaient emballés. Des jeunes français et allemands qui souhaitent organiser des événements en français et en allemand pour (re)mettre au goût du jour les problématiques liées à la mémoire des conflits qui ont marqué leur territoire et l'imaginaire collectif, *via* des media variés : visites de terrain, interventions pédagogiques, conférences, couverture médiatique (radio, presse)... voilà de quoi répondre à des attentes d'acteurs différents de part et d'autre du Rhin.

Seulement, il aura fallu deux ans (et deux volets) et au moins autant d'équipes pour pouvoir explorer les diverses facettes du projet, et certaines d'entre elles restent à faire découvrir.

Les derniers mois de *Lieux de mémoire* ont été tendus : cela faisait déjà quelque temps que je le tenais à bout de bras, et les reports, annulations, modifications et autres contretemps liés directement ou indirectement à la pandémie commençaient à avoir raison de ma motivation.

Grâce à l'impulsion de Cécile Grémillet de l'ONaCVG, Carine Levêque de la CeA, Ludovic Fresse de Rue de la mémoire, et surtout du nouveau souffle apporté par Louis Ritter et Théo Mertz, historiens et membres de l'équipe, nous avons réussi à mettre sur les rails un projet qui a finalement vu le jour un an après avoir été énoncé : celui de faire réfléchir un groupe de jeunes français et allemands sur la manière dont les lieux culturels doivent présenter la mémoire aujourd'hui ainsi qu'aux générations futures.

Je souhaite profiter des dernières lignes qui me sont accordées ici pour remercier les partenaires financiers et opérationnels, ainsi que les diverses équipes qui ont contribué au projet *Lieux de mémoire* : qu'elles soient françaises, allemandes, strasbourgeoises, fribourgeoises, lorraines, elles ont fait de ce projet un lieu commun

de notre association et aujourd'hui *Lieux de mémoire* a dépassé le stade d'un projet ponctuel.

La paix, comme la démocratie, ne doivent pas être considérées comme acquises, et cela, nous le voyons avec plus d'acuité depuis février 2022. C'est pourquoi il est important pour nous, jeunes rhénans, européens, de nous rappeler à notre histoire conflictuelle pour chérir et défendre l'Europe de paix dans laquelle nous vivons.

Andreea Camen
Ancienne présidente des Jeunes Européens - Strasbourg

Introduction

Du projet au rapport

“Les lieux de mémoire doivent être à la fois un équilibre savamment trouvé, discuté et controversé entre mémoire et histoire”. C’est par cette simple phrase que l’un des participants au projet “Lieux de mémoire : un dialogue franco-allemand”, a résumé l’ensemble des réflexions et des débats qui ont mené à la rédaction du présent rapport. Pourquoi le besoin de coucher sur le papier des réflexions sur la présentation et la mise en scène de la mémoire est-il né ? Un constat, la mémoire, au sens du souvenir, du rappel, est une affaire qui préoccupe l’humanité toute entière. La mémoire, répond au besoin des Hommes de se souvenir de leur Histoire - avec un “h” majuscule. Elle est un passé qui est à la fois celui des individus et des communautés. Pour l’individu, elle est une série de souvenirs qui viennent lui rappeler des épisodes de sa propre vie ou de celle des ses aïeux. Mais chaque individu cultive sa propre mémoire des événements. Parfois, ceux-ci ne le concernent pas mais il les intègre comme siens et les considère comme faisant partie de sa propre construction. À ce titre, il se place au même niveau que d’autres individus autour de lui, qui eux-mêmes entretiennent leur propre mémoire sur les mêmes événements. Cet ensemble de “cultures du souvenir”, forme une communauté qui entretient un sentiment d’appartenance aux mêmes préoccupations mémorielles. De cette ébullition d’histoires individuelles naît la mémoire collective. Ou tout simplement, la mémoire, au sens d’un rappel aux événements de l’Histoire qui dès lors touche toute la communauté.

La mémoire est donc à la fois collective et individuelle, plurielle et singulière. Elle marque durablement l’évolution des sociétés et se maintient dans l’espace public grâce - ou à cause selon les opinions - à des images visibles au détour d’une rue ou aux initiatives individuelles. Ainsi, faire son arbre généalogique, écrire la biographie de son aïeul ou dresser un monument du souvenir constituent autant de formes de visibilité de la mémoire. La force du souvenir est d’ailleurs empreinte d’une fabuleuse puissance, puisqu’elle peut même être la source de conflits diplomatiques. Songeons par exemple aux tumultueuses relations entre la France et l’Algérie, le second reprochant au premier son passé colonial et les crimes qui y sont associés. Emmanuel Macron a multiplié les mains tendues vers l’Algérie durant ses deux mandats, afin d’apaiser les tensions persistantes autour de la colonisation française de l’Algérie et surtout de la guerre de décolonisation terminée en 1962. Toujours pour la France, ses relations froides avec le Rwanda du fait de l’implication française dans le génocide de 1994. Le rapport Duclert, remis en 2021 au président Emmanuel Macron, devait faire la lumière sur la responsabilité de la France, afin, selon les commanditaires, de savoir ce qu’il s’était réellement passé et ainsi pouvoir agir en conséquence pour apaiser les mémoires. De même, il faut relever les quelques opérations de rendu d’œuvres d’arts aux pays africains que l’Allemagne et la France ont effectué ces dernières années. Mais même les questions supposées closes aujourd’hui peuvent faire l’objet de nouvelles réclamations. En témoigne la demande de la Pologne en 2023 d’une somme de 1300 milliards d’euros à l’Allemagne au titre de réparations des pertes humaines et matérielles infligées par le régime national-socialiste. Un chapitre censé

avoir trouvé sa finalité en 1953 mais sujet à d'importantes controverses. La mémoire excite, divise mais peut aussi rassembler.

Il suffit d'observer l'exemple de la genèse de la construction européenne. Les piliers sont connus : reconstruction économique et paix sur le continent. La paix, c'est celle qui devait régner dans l'Europe de l'ouest principalement, entre les deux ennemis héréditaires que sont la France et l'Allemagne. Après presque 80 ans de conflits qui avaient enflammé toute l'Europe, l'heure était à la réconciliation et à la reconstruction. L'une et l'autre devaient s'articuler autour d'une mémoire maintenue et appréhendée différemment de part et d'autre du Rhin, mais apaisée. Dans les décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, il s'agissait pour la France de tourner la page des crimes nazis, de l'humiliation de la défaite de 1940 et de la collaboration, sujet plus que sensible dans la société française d'après-guerre. Pour l'Allemagne, l'objectif était de reconstruire un pays exsangue, de réparer les fractures sociales dans la population et de le mettre sur la voie de la démocratie malgré la division de son territoire entre une Allemagne fédérale et démocratique à l'ouest, et une Allemagne communiste et autoritaire à l'est. Mais surtout, il paraissait essentiel de construire une union durable et solide pour maintenir une paix à laquelle le Vieux Continent aspirait désormais. Pour cela, la France et l'Allemagne devaient s'unir et non plus s'opposer. Le Traité de l'Elysée du 22 janvier 1963 signait enfin la réconciliation et le début d'une relation spéciale entre les deux voisins. De part et d'autre, le souvenir des ravages de la guerre s'exprime en des lieux dédiés, incarnant un passé tantôt douloureux, tantôt glorieux.

Douloureux sont les récits rapportés par les survivants des nombreux camps de travail et de concentration nationaux-socialistes. Douloureuse fut l'occupation allemande en France lorsque les occupants apportèrent avec eux une dictature sévère. Mais glorieuse fut la résistance des maquisards qui répondirent à l'appel du Général de Gaulle de résister à l'ennemi et de ne pas baisser les bras. Glorieuse fut la reconquête de la France par les forces alliées et la libération de l'Europe du joug national-socialiste. Du moins, le récit mémoriel s'est-il construit de cette façon, entre horreur et fierté, en France. En Allemagne, ce que l'on appelle la *Erinnerungskultur* (culture du souvenir), a voulu placer le souvenir de la terreur nazie comme une alarme qui rappelle que la démocratie est le rempart le plus efficace contre les autoritarismes. La *Grundgesetz* (Loi fondamentale, de la même valeur juridique que la Constitution française) allemande ne s'est-elle pas construite autour de l'idée principale de respecter les droits fondamentaux de l'être humain, aux antipodes de l'idéologie nationale-socialiste ? La France voulait en revanche conserver sa place de grande puissance en remettant dans un premier temps la main sur son empire colonial, un échec, puis en se positionnant comme une puissance d'équilibre dans le monde grâce notamment à l'arme nucléaire. Reconstruction discrète contre rêves de grande puissance, la mémoire de la Seconde Guerre mondiale a composé une partition propre à chaque société.

Aujourd'hui, à l'heure où les grands témoins de cette histoire commune particulière disparaissent peu à peu, voire ont presque tous disparu, comment cette mémoire, que des décennies de souvenirs ont pu cultiver et entretenir, survit-elle à travers les nouvelles générations ? Une participante a très justement souligné que la génération des petits-enfants de ces témoins est probablement la dernière à pouvoir

être en contact avec cet épisode de l'histoire. Par conséquent, elle est aussi la dernière à pouvoir entendre des témoignages de vive voix et à pouvoir vivre ces événements avec une proximité palpable. Cette préoccupation est d'autant plus importante que le risque est de perdre une grande partie de ces archives éphémères, une fois les témoins tous réduits au silence. Les futures générations verront l'histoire de la Seconde Guerre mondiale s'incarner dans des lieux historiques, des monuments, des cimetières, des musées où certains épisodes de cette histoire se sont déroulés mais où les pancartes et autres tableaux peuvent laisser un goût d'insatisfaction pour celui ou celle qui voudrait comprendre pourquoi ces événements ont eu lieu. Dans le cadre du projet initié par les Jeunes Européens - Strasbourg, "Lieux de mémoire : un projet franco-allemand", un groupe d'étudiants allemands et français ont pu visiter deux de ces lieux, à savoir le camp de concentration de Natzweiler-Struthof, actif en Alsace de mai 1941 à novembre 1944, et celui de la Gestapo de Neue Bremm à Sarrebruck, en Allemagne, actif de 1940 à l'hiver 1944.

Ces visites ont été à l'origine d'un groupe de réflexion qui s'est penché sur le cas de la mémoire française et allemande autour de la Seconde Guerre mondiale, sur la manière de la présenter aux générations futures et de l'entretenir dans l'espace public de la meilleure manière possible afin qu'elle touche le plus grand nombre. Cette petite dizaine de personnes a émis un certain nombre de propositions, en partant des deux exemples de camps visités. Il s'agissait d'étudier la façon d'améliorer la visibilité et l'explication des événements qui se sont déroulés dans des lieux tels que ceux-ci au jeune public. Ces propositions ont ensuite été compilées dans le présent rapport, destiné en premier lieu au jeune public et accessible sur le site Internet des Jeunes Européens - Strasbourg. Si les cas étudiés sont très spécifiques, les propositions sont construites de telle sorte à pouvoir s'adapter à d'autres lieux susceptibles d'être intéressés par le rapport. À l'annonce de son élaboration, plusieurs institutions se sont montrées intéressées par ce document, dans le but d'alimenter leurs propres réflexions sur le sujet. C'est le cas de l'Université de Strasbourg, du CERD (Centre européen du résistant déporté) et de l'ensemble des associations partenaires de ce projet. Les auteurs se réjouissent donc particulièrement de l'écho qu'ont rencontré ces travaux avant même leur publication. De fait, un tel succès répond exactement aux ambitions de ce rapport, à savoir de toucher un public aussi large que possible, dans un contexte européen et mondial où les conflits ne sont pas éteints et même, s'amplifient.

Le groupe de réflexion

À l'issue des deux excursions organisées en octobre 2022, un groupe de réflexion s'est organisé afin de produire ce rapport dont la responsabilité a été donnée à Théo Mertz, bénévole actif aux Jeunes Européens - Strasbourg et étudiant en master d'histoire à ce moment-là.

Les membres de ce groupe de réflexion ont tous été participants aux deux sorties à l'ancien camp de concentration de Natzweiler-Struthof et à l'ancien camp de la Gestapo de Neue-Bremm. Quelque temps après les sorties, un appel a été lancé aux participants, les jeunes adultes qui constituent ce groupe de réflexion sont donc tous dans une démarche volontaire. Ce sont six personnes, trois hommes et trois femmes, qui ont constitué ce groupe de réflexion. Trois d'entre eux étaient encore en études au moment des réunions et trois étaient déjà dans la vie active. Ce petit groupe respecte donc une parité en termes de genre mais aussi de situation socio-professionnelle. Les membres du groupe sont : Mélaine Athimon, Théo Boucart, Émilie Hausmann, Mathilde Jacq, Théo Mertz et Louis Ritter.

Les membres se sont réunis à deux reprises, en visioconférence, les 1er et 16 mars 2023. La première réunion était l'occasion de se remémorer les sorties et les échanges qui ont eu lieu lors des différents ateliers. Les participants ont été invités à partager leurs ressentis "à froid" et leurs regrets, ainsi qu'à réfléchir sur leur perception de la mémoire en 2022/2023. Cette réunion a aussi été l'occasion de parler de leurs regrets pour ceux qui en avaient. La seconde réunion était la continuité directe de la première puisque, à partir des réponses et réflexions faites le 1er mars, les participants ont été amenés à formuler des propositions sur ce qu'ils aimeraient retrouver dans un lieu de mémoire du XXI^e siècle. Ces propositions sont présentées en troisième partie de ce rapport.

Les mesures proposées par ce groupe ont été le fruit d'un travail entièrement collectif et bénévole. Les membres ont été invités à se rassembler à nouveau durant l'automne 2023 afin de participer activement à la relecture de ce rapport qui n'est possible que grâce à toutes ses parties prenantes.

PARTIE 1 - Les enjeux de la mémoire, étude comparée

Prétendre connaître et décrire la manière dont la mémoire s'incarne, se pense et se cultive en France et en Allemagne serait une bien prétentieuse affirmation. En l'absence de recherches sociales, anthropologiques et historiques approfondies dans les deux pays, on ne saurait exposer des arguments exhaustifs sans se confronter au risque du manque de preuves documentées et donc d'éventuelles erreurs d'interprétation, voire de diffuser des informations erronées ou parcellaires. Aussi, ce chapitre fait-il seulement état de quelques éléments rendus visibles par les visites et les remarques faites par le groupe de réflexion, complétés par la vision et les connaissances des auteurs de ce rapport sur l'état du traitement et de la mise en scène de la mémoire de la Seconde Guerre mondiale en France et en Allemagne jusqu'à nos jours.

Mais pourquoi la mémoire éveille-t-elle tant de passion ? Pourquoi est-elle l'objet de tant de débats au sein des sociétés humaines ? Quels enjeux revêt-elle ? Voici quelques questions auxquelles ce chapitre tente partiellement de répondre. Si la mémoire de la Seconde Guerre mondiale est aujourd'hui une mémoire apaisée entre les deux voisins rhénans, naguère des ennemis mortels, elle n'en demeure pas moins irritante lorsqu'il s'agit de traiter de certains sujets parfois communs aux deux pays, parfois purement nationaux, mais sensibles.

Songez par exemple à l'extraordinaire séisme littéraire qu'a déclenché la publication du livre de l'historien américain Robert Paxton, *La France de Vichy*, en 1972. Paru d'abord aux États-Unis, le livre de Robert Paxton paraît ensuite dans une France encore traumatisée par le scandale de la collaboration avec le régime nazi et où d'anciens collaborateurs, parfois de très hauts fonctionnaires de l'État français de Vichy, vivent toujours. Il réveille ainsi des tempêtes qui avaient été étouffées par les nombreuses crises et occupations de la France de l'après-guerre où l'on a cherché à occulter ce passé honteux. Robert Paxton voulait pourtant faire la lumière sur une page sombre de l'histoire de France, allant par ailleurs chercher des sources dans les archives françaises qui n'avaient jamais été étudiées jusqu'alors. Il ne saurait lui être reproché un manque de rigueur scientifique. Son livre devient rapidement une référence, toujours d'actualité pour la période, mais passe très mal auprès de l'opinion. Robert Paxton témoignera avoir reçu quantité de lettres, surtout de rédacteurs français, lui faisant savoir qu'il n'était qu'un étranger et que de ce fait, il ne comprenait rien à ce sujet et n'avait aucune légitimité pour se l'approprier.

L'affaire prend une telle ampleur que le sujet est même à l'ordre d'une des émissions de télévision françaises les plus en vogue à l'époque, *Les Dossiers de l'écran* d'Armand Jammot. Le 25 mai 1976, Armand Jammot invite Robert Paxton à discuter avec un parterre d'invités des plus turbulents. Quelques anciens résistants, mais aussi des anciens responsables de Vichy, défenseurs de la mémoire du Maréchal Pétain qui reprochent à l'historien un livre qui n'est autre "qu'une suite d'erreurs", selon les mots de l'amiral Gabriel Auphan, présent ce soir-là. Les débats tournent rapidement à l'altercation entre les anciens membres du gouvernement de Vichy et les anciens résistants, à tel point que Armand Jammot perd totalement le

contrôle de son émission et que Robert Paxton ne pourra plus intervenir. Ajoutons enfin que l'émission aurait pu être annulée du fait de la présence d'un groupe de manifestants devant la Maison de la radio souhaitant l'empêcher.

Il faudra encore attendre quelques décennies avant de pouvoir aborder sereinement le sujet de la France de Vichy et de la collaboration. Dans un discours bien connu, le président de la République française Jacques Chirac reconnaissait en 1995 la responsabilité de l'État français, donc de la France, dans l'arrestation et la déportation de milliers de Juifs français vers les camps nationaux-socialistes dans la nuit du 16 au 17 juillet 1942, la "rafle du Vél'd'Hiv". Quelques mots salvateurs ont libéré les esprits, permettant à la fois d'apaiser la rancœur des rescapés et surtout de faire de la France de Vichy un réel objet scientifique destiné à faire avancer l'histoire de France.

Ce récit est un exemple seulement de l'impact des traumatismes mémoriaux sur les sociétés. Ils sont infinis. Cependant, il démontre que la mémoire est avant tout un enjeu d'évolution de nos sociétés contemporaines. Si le sujet de Vichy, de la rafle du Vél'd'Hiv ou des lois anti-juives de l'État français furent un point noir de l'histoire de France pour les générations précédentes, alors désireuses de regarder l'avenir et non plus le passé, c'est pour les générations actuelles un objet à comprendre et décrire dans un contexte politique, économique ou social empreint de doutes, de sorte à en tirer certaines leçons. De telles évolutions peuvent être constatées pour d'autres sujets comme la colonisation européenne en Afrique, l'esclavage, les conflits ethniques etc. La question centrale reste celle de savoir comment chaque société se réconcilie avec sa propre mémoire.

En France, la force de la libération

La première visite du groupe fut le camp de Natzweiler-Struthof. Première image frappante, le camp est remarquablement conservé et en impose au visiteur. Hormis un certain nombre de baraques détruites en 1954 et dont on peut deviner l'emplacement par les bases tracées au sol, tout y est. L'enceinte ponctuée de miradors où se tenaient les gardiens, les chemins où les détenus déambulaient, les places d'appel où ils se rassemblaient chaque matin, la prison, le four crématoire et même la potence. De quoi laisser le visiteur imaginer la vie dans ce lieu lourd de souvenirs. Le passage sous le grand portail d'entrée, certes construit peu après la fin de la guerre, fait pénétrer le visiteur dans un lieu d'un autre temps où les plaintes des détenus et les cris des gardiens semblent agresser les oreilles et l'esprit. En poursuivant la visite, le public pénètre dans la baraque où les détenus étaient emprisonnés, la salle d'autopsie où des médecins effectuaient des expériences sur des corps humains et plus loin, les douches et le four crématoire. Subitement, la respiration se fait plus difficile et plus profonde. Une chape de plomb s'abat sur le visiteur. Monte alors en lui un sentiment intense de désolation et de colère. Pourquoi ? Pourquoi tant de personnes eurent à subir de tels traitements ? À la curiosité scientifique, première raison de cette visite, se substitue le sentiment d'indignation.

Si l'humilité et le recueillement furent similairement respectés, la réaction des étudiants du groupe de réflexion, français et allemands rappelons-le, face à ces vestiges de l'horreur fut sensiblement différente. Les uns ne pouvaient qu'espérer que de telles choses ne se reproduisent plus sur leur sol, tandis que les seconds étaient envahis par une lourde question : comment mon peuple peut-il être à l'origine de telles atrocités ? C'est une question que l'on peut retrouver dans un entretien donné au *Grenzenlos* (deuxième semestre 2022), un magazine trimestriel édité par les Jeunes Européens - Strasbourg traitant de sujets transfrontaliers. Dans cet entretien, Yannik Bernardi, un participant à la visite fait état de ses humeurs lors de cette visite sensible pour lui. Deux conclusions principales peuvent être tirées de ses propos. En premier lieu, sans doute la plus importante, le fait que la mémoire, même d'événements ayant eu lieu plus de 80 ans dans le passé, reste un élément actif de l'évolution des sociétés nationales contemporaines. Non seulement elle façonne le souvenir de ces événements, mais elle influence aussi les perspectives d'avenir que les membres de ces sociétés imaginent pour leur propre compte.

En second lieu, la dimension personnelle de la mémoire, autrement dit la façon dont le souvenir des événements du passé touche les individus en leur for intérieur. Une dimension difficile à approcher d'un point de vue extérieur, les cœurs étant impossibles à sonder à grande échelle comme l'exige la démarche scientifique. Ces passions personnelles ont cependant tendance à se cristalliser à l'échelle de la société toute entière et ce qui devait faire partie du jardin secret, se retrouve exposé à la lumière du débat public. En France, la soupe explose avec la libération du pays par les Alliés. Durant quatre années, toutes les formes de résistance à l'administration allemande d'occupation ou au gouvernement autoritaire de Vichy furent intensément combattues, avec les conséquences que l'on connaît : emprisonnements, tortures, exécutions. La rancœur s'est accumulée contre ceux qui ont choisi de collaborer avec l'occupant, ou du moins de concilier avec lui. Les générations d'aujourd'hui ne peuvent qu'imaginer le climat social qui devait régner alors, dans l'attente de se débarrasser de ce poids de honte. Cette attente sera satisfaite à la Libération de la France à partir de juin 1944. Dans la foulée se libèrent toutes les passions. Les anciens collaborateurs n'ayant pas fui sont appréhendés, les Français assistent aux scènes d'humiliation des femmes ayant eu des relations avec des officiers de la Wehrmacht ; cette tache noire de l'histoire de France est rapidement occultée et oubliée par l'effacement systématique de tous ses symboles.

À contrario, tout est fait pour ne jamais oublier les crimes effectués sur le sol français par les forces d'occupation et de la collaboration. Se souvenir des victimes, en faire des martyrs de la liberté contre l'autoritarisme, des héros de la résistance à un ordre imposé et brutal, tels sont les crédos de la politique mémorielle de l'après-guerre. Cette démarche s'illustre parfaitement dans le camp de Natzweiler-Struthof où un lieu de recueillement est érigé dès début 1945. C'est le lieu situé au bas du camp où une croix trône désormais et au pied de laquelle des plaques ont été déposées en mémoire des victimes du camp. La conservation même du lieu témoigne de la politique mémorielle active qui se met en place dès la fin de la guerre. Car les nouvelles autorités auraient pu vouloir détruire ces vestiges macabres, afin, une nouvelle fois, d'effacer les traces de cet épisode. Mais le lieu est reconverti

successivement en un centre d'internement (décembre 1944-novembre 1945) puis un centre pénitentiaire dépendant du Ministère de la Justice (novembre 1945 - janvier 1949) dans lequel sont enfermés, entre autres, des condamnés pour collaboration. Quelle ironie que le retournement du sort de ces individus, emprisonnés dans un lieu vers lequel certains ont peut-être envoyé, ou contribué à envoyer, des dizaines de personnes destinées à un avenir funeste. Une ironie néanmoins révélatrice. Afin de régler ses comptes avec le passé, ceux qui furent naguère vaincus et sont désormais vainqueurs, veulent mettre à la place des victimes les bourreaux.

Autre exemple. Le 5 février 1983, un avion de la République française transporte à son bord un ancien officier de la Gestapo, un certain Klaus Barbie. L'homme s'était réfugié en Bolivie, d'où il a été extradé à la demande des autorités françaises. Klaus Barbie était un officier de police SS, responsable de la section IV de la Gestapo basée à Lyon. Durant toute la guerre, il avait chassé les Juifs et les résistants, les enfermant notamment dans la prison de Montluc où beaucoup d'entre eux furent torturés. L'avion atterrit à Lyon, Barbie est dans un premier temps destiné à être enfermé dans un autre centre. Mais c'est à ce moment qu'intervient le Ministre français de la Justice de l'époque, Robert Badinter, qui donne l'ordre d'enfermer Klaus Barbie dans la prison de Montluc, car « quarante ans après ses crimes, c'est à Montluc que Barbie devait passer la nuit, seul dans une cellule avec les ombres des êtres qu'il avait martyrisés. » Le ministre n'agit d'ailleurs pas seulement au nom de la mémoire du peuple français, mais aussi pour la sienne. Klaus Barbie est en effet l'homme qui signa l'ordre de déportation de son père. À la réparation collective se mêle la sollicitude de sa propre âme.

Toutefois, la mémoire de la Seconde Guerre mondiale n'est pas identique partout en France. L'Alsace se trouve dans une situation particulière en ce qu'elle ne fut pas une région de même statut que le reste du pays durant l'Occupation. De fait, elle fut un territoire annexé *de facto* à la signature de l'armistice de 1940. En outre, l'Alsace aligne un long passé de ballotages entre deux aires de cultures politiques différentes, la France et l'Allemagne, sous diverses formes de régimes politiques à partir de la fin du XVIIe siècle. Une digression sur l'influence de l'histoire de l'Alsace sur sa réflexion mémorielle serait bien trop longue. Retenons que sa place de région-frontière a conduit à une profonde et houleuse réflexion sur son appartenance territoriale et culturelle au moment de son annexion, la deuxième de son histoire, à l'Empire allemand en 1871. En France et en Allemagne chacun expose des arguments en faveur de son propre côté afin de justifier que l'Alsace appartient à l'un ou l'autre des voisins. Côté français, la IIIe République bien entendu érige le principe d'indivisibilité du territoire en valeur cardinale de sa politique territoriale. Elle perd à ce moment des territoires conquis depuis 200 ans. Mais l'argument de certains historiens français comme Fustel de Coulanges, est que l'Alsace est française par l'histoire, donc sa conquête et son annexion au XVIIIe siècle, et par la volonté de ses habitants d'être français. En témoigne le choix difficile que les Alsaciens ont dû faire en 1870, à savoir devenir Allemand ou partir et rester Français. Côté allemand, le deuxième Reich naissant a porté un idéal de rassemblement de toute la nation allemande après des siècles de fragmentation politique. L'Alsace, de par sa culture et l'origine ethnique de ses habitants, appartient légitimement à cet espace.

Hitler lui-même n'en faisait même pas mention dans son livre *Mein Kampf*, tant cette revendication était naturelle. Il prévoyait simplement qu'en cas d'écroulement de la France, les "provinces volées" en 1918 seraient réintégréées au Reich. Si ces débats ont fortement affecté l'identité des Alsaciens, l'après-guerre aura été encore plus dévastateur. Dès la Libération, une rumeur enflait partout en France : les Alsaciens ont tous collaboré, ils sont Allemands, l'ont toujours été et le resteront. Ce préjugé, tiré comme une flèche vers les habitants des provinces (une nouvelle fois) retrouvées, eut pour conséquence terrible la naissance d'une forme de discrimination à l'égard de cette population considérée comme traître à la France. Tous les éléments culturels, le dialecte, l'architecture, les traditions, conduisent à laisser les Alsaciens du côté allemand ce qui entrave fatalement la réintégration de ce territoire à la République française. Comment cultiver une mémoire de haine et d'oubli de l'occupation allemande dans un territoire au passé marqué par des incessants changements de nationalité ? La solution trouvée fut la neutralité. Qu'il s'agisse des victimes de la Grande Guerre ou de la Seconde Guerre mondiale, elles ne seront pas mortes "pour la France". Les villes et villages d'Alsace se souviendront de leurs "enfants" mais n'en feront pas des héros morts pour la patrie française. Reste à réparer le plus grave préjudice moral de la Libération : la honte de l'identité culturelle. Toute une génération d'Alsaciens, fils et filles des acteurs de la Seconde Guerre mondiale s'est vu dénier des éléments de la culture alsacienne, le dialecte en tête, car leur parents, honteux de porter cet héritage, ont souhaité qu'elle s'intègre mieux qu'eux à la société française. Le résultat principal de cette évolution se constate aujourd'hui : la réduction drastique de dialectophones, que l'on estime à quelque 70 000 locuteurs, un chiffre qui reste toutefois le plus élevé pour une langue régionale.

De manière générale, la mémoire des deux conflits mondiaux est bien plus sensible en Alsace qu'ailleurs en France. Cette particularité a forgé une identité culturelle en recrudescence aujourd'hui, après un déni de près de 70 ans. Ce constat n'est visible que dans les lieux historiques comme le camp du Struthof, mais surtout sur les monuments aux morts. Dans quelle autre région de France, un cimetière de soldats allemands cohabitent avec un cimetière de soldats français quelques mètres plus loin ? Dans quelle autre région de France, deux frères peuvent avoir combattu dans deux camps opposés ? Moins mesurable, les sentiments humains à la sortie de la Seconde Guerre mondiale. Peu d'anciens combattants ont eu le courage de raconter à leurs descendants leur parcours. Il faut souvent attendre le crépuscule de leur vie pour apprendre à le connaître. Enrôlés de force dans l'armée allemande, les Alsaciens étaient le plus souvent envoyés sur le front de l'Est où beaucoup d'entre eux périrent ou furent faits prisonniers par l'armée soviétique.

La guerre terminée, les responsables soviétiques firent un défilé de la victoire dans lequel ils furent obligés de prendre part. Certains témoignent des traitements qu'ils ont subi. Les Soviétiques les avaient affamés pendant des jours, puis leur ont donné à manger une soupe aux choux, aux propriétés puissamment laxatives. Inutile de détailler les résultats de cette mauvaise médecine sur les rues de Moscou. Des laveuses de rue passaient après les prisonniers défilant honteusement pour nettoyer les chaussées. Pourtant, ces soldats ne furent pas humiliés parce qu'ils étaient

Alsaciens, mais bien parce qu'ils portaient l'uniforme allemand. Or en Alsace, le sentiment est d'avoir été soumis à ces traitements contre son gré. Tous les Alsaciens n'étaient pas des "collabos". Mais l'uniforme allemand va coller à la peau des combattants alsaciens qui par deux fois durent l'endosser. L'Alsace est donc le terrain privilégié pour exposer une mémoire sensible mais équilibrée.

En Allemagne, le paradoxe de la division

La seconde visite s'est tenue dans le cadre très sobre du camp de la Gestapo de Neue-Bremm, dans la ville de Saarbrücken en Allemagne. Le site se fond pleinement dans le décor de la ville, ancienne cité industrielle aujourd'hui abandonnée, capitale d'un Land parmi les plus pauvres du pays. Les consignes de notre partenaire du Landesjungendring Saar furent de nous garer sur le parking de l'hôtel Mercure, duquel nous devons repérer un panneau qui nous guiderait vers le camp. L'étonnement lié au lieu de rendez-vous était à l'égal de celui relatif à la sobriété du site. Ici, pas de grand portail d'entrée, pas d'affichage imposant qui signale la présence d'un lieu historique. Quelques panneaux le long d'un mur permettent de situer le lieu et de comprendre son fonctionnement. Mais rien de plus. L'essentiel des informations viennent en fait du guide local qui a travaillé pendant plus de cinquante ans sur l'histoire du site. Une seule mémoire conserve à ce jour la presque totalité des informations relatives à un site pourtant historique et chargé, comme le camp de Natzweiler, de souvenirs.

C'est en effet ici que nombre de prisonniers de guerre furent retenus et torturés, parfois jusqu'à ce que mort s'en suive. Les gardiens les obligeaient chaque jour à marcher autour d'un bassin, dont la structure est toujours présente, aux bords pentus. Les prisonniers, déjà affamés et affaiblis, devaient se déplacer accroupis. Si l'un d'eux vacillait, il était jeté dans le bassin duquel il ne pouvait plus sortir. Les gardiens prenaient alors des perches parfois pointus et piquaient le prisonnier jusqu'à ce qu'il rende son dernier souffle. Ce lieu fut le théâtre d'exécutions qui ne disent pas leur nom. Il ne s'agit là que d'un exemple de torture infligée aux prisonniers de guerre par les gardiens du camp. Beaucoup d'autres méthodes étaient employées. Ici, l'objectif n'était pas de garder les individus faits prisonniers sur le champ de bataille en vie, mais de les éliminer à petit feu de sorte qu'ils ne rejoignent plus jamais les rangs des Alliés. D'autres prisonniers ne faisaient qu'un passage, parfois sommaire, dans le camp, avant d'être envoyés dans d'autres centres pénitentiaires d'où ils ne revenaient pas. Ces prisonniers étaient pour la plupart des civils, arrêtés pour des raisons de suspicions de résistance ou d'autres actes considérés comme des atteintes à la sûreté du régime national-socialiste. Les familles de ces prisonniers usaient alors de ruses pour essayer d'apercevoir leur parent derrière les grillages du camp. Elles faisaient semblant de circuler en voiture devant le camp, celui-ci n'étant absolument pas dissimulé au public, et de tomber en panne. Le temps de réparation donnait l'opportunité de s'assurer que le membre de la famille prisonnier était toujours en vie. Un stratagème rapidement décelé par les autorités du camp.

Ces anecdotes peuvent tantôt faire sourire, tantôt provoquer l'indignation ou la tristesse mais toutes amènent le visiteur à se poser une question : où finiront-elles

une fois que leur porteur ne sera plus là pour les raconter et pourquoi un tel site n'est-il pas suffisamment mis en valeur alors qu'il porte une charge mémorielle si importante ? De fait, cet exemple particulier interroge plus généralement sur la manière dont la société allemande d'après-guerre et de nos jours met en scène et cultive la mémoire de ces événements dont elle a été le premier protagoniste. Comme toujours, cela a à voir avec l'histoire du pays.

L'Allemagne est un cas particulier puisqu'elle a connu une évolution différente du fait de sa division territoriale et politique. Alors même que la Seconde Guerre mondiale touchait à sa fin, les Alliés s'étaient entendus sur une partition provisoire de l'Allemagne en quatre zones : l'une américaine, l'une française et l'une britannique à l'ouest, la dernière aux Soviétiques à l'est. De cette partition va découler la création de deux États en 1949, la République Fédérale d'Allemagne (RFA) née de la fusion des trois zones américaine, britannique et française, et celle de la République Démocratique allemande (RDA) sur la zone d'occupation soviétique. Deux pays dans ce qui fut naguère une seule entité. Deux régimes politiques différents, entre une dictature à l'est et une nouvelle démocratie à l'ouest. Deux idéologies distinctes, entre le communisme de Staline et le capitalisme occidental. En somme, deux États qui se construisent en opposition. Ces différences se sont bien entendu illustrées sur le plan politique, économique, social, mais également sur le plan de l'historiographie. À ce titre, c'est bien l'idéologie de chacun des régimes politiques qui va influencer la manière dont l'écriture de l'histoire et le travail mémoriel sur la dictature nationale-socialiste vont se développer. La divergence va s'exprimer à la fois sur la manière de réconcilier les consciences avec cette période noire de l'histoire de l'Allemagne et sur les leçons à en tirer. La seule convergence va s'opérer sur la qualification des crimes de l'administration allemande de 1933-1945. Chacun des deux États acte néanmoins cet épisode comme étant l'élément fondateur de leur existence.

La RDA va suivre l'exemple du grand frère russe en tant qu'État satellite de Moscou. Sous le règne de Joseph Staline, la mémoire retiendra le régime national-socialiste comme l'exemple opposé aux valeurs de Marx et de Lénine. Les Soviétiques qualifient "d'impérialistes" et de "fascistes" ces Allemands qui ont cherché, un jour de 1941, à envahir l'immense Union Soviétique pour éradiquer le communisme, considéré par Hitler comme une réelle menace, et s'appropriier ses ressources essentielles aux ambitions du Führer. Face à la menace, Staline appelle au sursaut et toute la population s'arme contre l'envahisseur. L'immense rouleau compresseur soviétique se met en marche et inverse la tendance défavorable aux Soviétiques jusqu'à la bataille de Stalingrad (11 juillet 1942-2 février 1943), signant par ailleurs le début de la fin de la dictature en Allemagne. Ce que les Soviétiques appellent "la grande guerre patriotique" se donne un nouvel objectif : libérer les peuples opprimés par les "nazis". C'est chose faite dès la prise de Berlin le 2 mai 1945. Cette libération fait très rapidement l'objet d'un discours héroïque que la politique mémorielle du régime de la RDA s'emploie à reléguer dans la population allemande. Selon lui, la guerre était la faute du fascisme et du capitalisme dont les Allemands auraient été libérés par les armées soviétiques. La vaillante résistance allemande est également mise en avant et est considérée comme la véritable frange patriotique de l'Allemagne. Peut-être parce que, comme en France, elle comptait

également un certain nombre de communistes. Les Allemands de l'ouest, eux, continueraient de vivre dans une forme de débauche et d'ignorance et seraient toujours prisonniers du joug capitaliste, appelé à provoquer de nouvelles guerres par la suite contre lesquelles le communisme se devra de faire rempart.

Durant toute la guerre froide, le régime de la RDA oppose ce discours héroïque au discours victimaire avancé par la RFA. Celui-ci s'articule autour de l'idée que la société allemande est victime de l'arrivée au pouvoir du NSDAP (*Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei*) et de ses conséquences. Soumise à une dictature terrible, la rébellion généralisée n'était pas à l'ordre du jour. Le gouvernement de la RFA veut cependant cultiver le souvenir de toutes ces victimes. Un "Jour du souvenir" est institué pour que la population se rappelle chaque année des ravages du fascisme. Pas de grand discours de gloire mais un recueillement respectueux. Des monuments aux morts sont érigés dans chaque commune pour les deux guerres mais la figure du grand soldat conquérant en est totalement absente. La RFA adopte une politique de sobriété. Par ailleurs, les discussions historiques sur la période de la dictature d'Adolf Hitler se crispent de la même façon que celles sur Vichy évoquées précédemment. La question de l'approbation de certaines catégories de la population se pose mais également celle de la responsabilité des institutions allemandes de l'époque dans cet épisode tragique. Ce travail cible par ailleurs des figures historiques allemandes comme le Maréchal von Hindenburg, général de la Grande Guerre, président de la République de Weimar et l'homme qui a nommé Adolf Hitler chancelier après la victoire du NSDAP aux législatives de janvier 1933.

Comment faire pour refermer les plaies de cette société traumatisée par des années de brutalité ? Deux outils principalement vont permettre de soigner les esprits. En premier lieu, la nouvelle "Loi fondamentale" (*Grundgesetz*) écrite en 1949. Les dirigeants font le constat évident des impacts de la dictature sur les libertés fondamentales des Allemands et des autres peuples soumis aux lois du IIIe Reich. Les conséquences furent des plus atroces, allant faut-il le rappeler, jusqu'à porter atteinte à la vie des individus du fait de leur croyance, de leur appartenance politique ou ethnique, voire de leur condition physique. Le traumatisme originel allemand est le fait qu'un régime ait pu considérer, sur ce sol, que les êtres humains n'étaient pas tous libres et égaux alors même que ces valeurs étaient celles des révolutionnaires de 1848, de ceux qui ont appelé à l'unité du peuple allemand, à la formation d'un Parlement pour le peuple et à l'adoption d'une juste Constitution. Mais l'Empire de 1870 n'a pas permis d'atteindre cet idéal. Pire, la République de Weimar née dans la tourmente a été le régime qui a accepté les conditions désastreuses du Traité de Versailles de 1919 et celui de la crise économique de 1929. Autant de facteurs qui ont conduit à l'émergence du NSDAP comme force politique susceptible de prendre le pouvoir malgré une évidente idéologie raciste et belliqueuse. Pourtant, le parti est arrivé légalement au pouvoir. Le premier objectif de la *Grundgesetz* est donc d'empêcher qu'un tel scénario se reproduise. Pour cette raison, elle indique dès les premières lignes que "la dignité de l'être humain est intangible. Tous les pouvoirs publics ont l'obligation de la respecter et de la protéger." et d'ajouter que "le peuple allemand reconnaît à l'être humain des droits inviolables et inaliénables comme fondement de toute communauté humaine, de la paix et de la justice dans le monde."

Pour garantir la protection de ces droits et empêcher que de nouvelles lois ne les bafouent, la RFA s'assure que le pouvoir judiciaire soit en capacité de prendre le dessus sur les décisions politiques en cas de violation de la *Grundgesetz*. C'est la création de la *Bundesverfassungsgericht*, la cour constitutionnelle qui siège dès 1951 à Karlsruhe.

Le second outil découle en réalité d'un événement géopolitique majeur. Le 9 novembre 1989, le mur qui séparait la ville de Berlin entre les zones américaine, britannique et française et la zone soviétique tombe sous les coups de masse des habitants. Berlin-Est et Berlin-Ouest sont de nouveau rassemblés. Cet événement est le tremblement qui fait s'effondrer tout le château de cartes soviétique déjà fortement fragilisé. Une grande page d'histoire se tourne. La guerre froide prend fin avec la disparition du bloc soviétique et pour l'Allemagne c'est le moment de renouer avec l'unité. Une unité bancal car la réunification des régions de l'est avec celles de l'ouest engendrent une série de complications d'ordre économiques et sociales du fait de la différence de développement dans les décennies qui ont précédé. Au-delà, les populations ont intégré une version bien différente des événements historiques de 1933-1945 et de leurs conséquences. La réunification de l'Allemagne est l'occasion de relancer un réel débat mémoriel sur les années de dictature. En outre, les deux grands points de vue historiographiques évoqués précédemment servent de base à cette nouvelle réflexion. Surtout, les quarante-cinq années qui se sont écoulées depuis la fin de la guerre ont forgé ce que les Allemands appellent une *Erinnerungskultur*, la culture du souvenir.

Les mentalités progressent peu à peu vers une appréhension différente des événements de la période du IIIe Reich et la recherche historique peut désormais se faire sur la base d'une mémoire plus apaisée et plus ouverte. L'Allemagne s'autorise à entreprendre un renouvellement de sa mémoire. Excuses publiques, rapprochements politiques ou culturels, ouvrages, procès, les initiatives se multiplient dans les années 1990-2000 pour établir toutes les vérités et répondre aux besoins des rescapés du régime national-socialiste, loin du prisme de l'idéologie. Le travail est colossal mais nécessaire. L'Allemagne reste néanmoins fidèle au principe de sobriété et n'a jamais réellement envisagé une politique mémorielle grandiose et extravagante. De fait, la mémoire est essentiellement l'apanage d'initiatives individuelles et détachée d'un appui étatique, à l'inverse de la France. Pour la réconcilier avec son histoire, la société allemande s'est forgée un certain nombre de tabous : l'extrême-droite est vigoureusement rejetée, le parlementarisme et la collégialité savamment défendus, le pays est longtemps resté une puissance majoritairement économique et très peu géopolitique, l'armée ne constitue plus le fer de lance de la puissance allemande.

Synthèse : La mémoire comme pierre angulaire de la construction sociale

Dans une certaine mesure, l'évolution des mémoires de la Seconde Guerre mondiale en France et en Allemagne est similaire. Les deux ont parallèlement développé une culture mémorielle sur la base des traumatismes subis durant cette période. En France, la société a, dès la fin de la guerre, cherché la vengeance contre l'occupant. Un courant qui s'est traduit par des procès notamment comme celui de

Rastatt ou du maréchal Pétain. Mais la France de Vichy resta un tabou intouchable car porteuse d'une profonde rupture des valeurs françaises et d'une honte incurable. En Allemagne, la difficulté résidait dans le fait que le pays avait été le berceau responsable des événements de la guerre. Parvenir à réconcilier les mémoires avec les crimes de son propre peuple relève d'une tâche herculéenne. La preuve reste qu'aujourd'hui encore, les jeunes générations se posent la question de cette responsabilité. Malgré les immenses avancées dans le domaine, dans les deux pays, la crainte d'une nouvelle période sombre se réveille, incarnée par l'inexorable montée des partis d'extrême-droite partout en Europe. L'Allemagne reste le pays le plus vigilant à cela comme en témoignent les nombreux procès contre des activistes identitaires et nationalistes, ou encore l'attention des services de renseignement aux partis ou groupuscules d'extrême-droite. Au regard de cette évolution, la mémoire joue le rôle impératif de rappeler aux peuples que les dérives extrêmes ne construisent pas la nation et la démocratie mais les détruisent. Une mémoire qui, si dans un pays a été dûment exacerbée, reste néanmoins trop silencieuse dans le second.

PARTIE 2 - Mettre en scène la mémoire

La mise en scène de la mémoire a été l'élément central des activités qui se sont tenues après la visite des différents lieux de mémoire et des réflexions du groupe qui s'est réuni ensuite. Leurs propositions, présentées dans la troisième partie, découlent directement de ce concept là. Ce qui est entendu dans l'expression de "mise en scène de la mémoire", c'est la manière dont les États, les institutions, les lieux - comme les nécropoles ou les mémoriaux -, mettent en avant la mémoire envers le public. Dans le cas de certains États, voire de lieux, on peut même parler d'une "instrumentalisation" de la mémoire : elle est, cette fois, manipulée et utilisée à des fins politiques. Même si le concept de mémoire a été théorisé et s'est diffusé plus récemment, la mémoire a toujours existé, qu'importe l'événement et le lieu qui lui sont liés. Durant l'entre-deux-guerres, la mémoire de la Première Guerre mondiale fut très présente et servait à se dire "plus jamais ça". La question mémorielle de la Grande Guerre est une affaire pleinement politique, ce sont les États qui sont à la tête de tout cela, par le biais des cérémonies et des commémorations. Aujourd'hui, la difficulté des lieux de mémoire est de trouver l'équilibre entre la mémoire et l'histoire. Dans le cadre de la Seconde Guerre mondiale, en France comme en Allemagne, cet équilibre commence à être trouvé et stabilisé, ce qui n'est pas le cas pour tous les États de l'Union européenne. La mémoire polonaise de la Seconde Guerre mondiale à Auschwitz en est un exemple.

Le camp de la Gestapo de Neue-Bremm: un exemple d'une mémoire à développer

Le camp de la Gestapo de Neue-Bremm, sur le territoire de la ville de Sarrebruck, en Sarre (Allemagne), est un camp de prisonniers et de transit ouvert entre 1940 et 1945. Ce camp sert de lieu de détention mais surtout de torture pour les prisonniers de guerre, notamment étrangers.

Le lieu, bien qu'il est un exemple fort du système coercitif national-socialiste, ne dispose pas d'une grande mise en valeur de ce qu'il représente, ni de son histoire. Il n'y a pas de réelle mise en scène de la mémoire du lieu qui n'est pas mis en avant. Même si une politique de conservation a été mise en place par la suite, le lieu n'a pas immédiatement fait l'objet d'une volonté de conservation spécifique: un hôtel Mercure a été construit à l'emplacement de l'ancien camp des femmes. Aujourd'hui, seul le camp d'hommes est devenu un lieu de mémoire qui est symbolisé par sa sobriété. Cet ancien camp est composé d'une simple place avec, en son centre, un ancien bassin de rétention d'eau, puis de parterres de cailloux qui représentent l'emplacement des anciennes baraques. Pour connaître l'histoire de ce lieu, il faut lire les panneaux explicatifs installés sur le mur d'enceinte. Ces derniers sont malheureusement sobres et vieillissants.

Des visites guidées sont néanmoins organisées et faites par un guide bénévole qui, malgré son âge, tient une grande forme. Ce guide, originaire de Moselle, a grandi à Sarrebruck et a connu ce camp en fonctionnement. Il tient des visites guidées depuis près de 50 ans maintenant. Ses propos sont agrémentés de nombreux témoignages d'anciens détenus avec qui il a pu échanger au cours de sa

vie. C'est avec un ton passionné que cet homme rend la visite passionnante, le visiteur ne voit pas le temps filer. Il faut avouer que sans cette visite guidée, il est difficile de percevoir l'ampleur de l'histoire et de la mémoire de ce lieu. La critique principale apportée à la visite de ce guide est qu'elle ne repose que sur les témoignages qui lui ont été transmis et ce dont il s'en souvient. C'est un lieu avec une présence de la mémoire prégnante face à une histoire scientifique parcellaire.

Comme cela est mentionné plus haut, l'histoire de ce lieu est particulière par sa situation géographique. Au milieu d'une zone d'activité, cet ancien camp est peu mis en valeur, tant sur le site que sur la manière d'y accéder. Malgré tout, il possède un réel potentiel de mise en valeur de son histoire et de la valeur symbolique de la mémoire que ce site incarne.

La raison de cette lacune s'explique notamment par la prise en charge du lieu. En effet, celui-ci n'a jamais fait l'objet d'un réel intérêt de la part des pouvoirs publics comme le montre la chronologie disponible sur le site Internet du camp. Pire, le camp a même subi des dégradations. D'une part, les casernes disparaissent dès 1945 pour cause de démolition ou de dégradation par la population, sans certitude. D'autre part, un hôtel est ouvert le 1er mars 1975 sur l'emplacement de l'ancien camp pour femmes.

Il faut attendre les années 1960 pour voir le vrai début d'un sauvetage du site pour la postérité. Quant aux travaux de recherches, ils débiteront à partir de 1984 avec un premier livre, *Neue Bremm, un camp de concentration à Sarrebruck* (Bernard et Renger, 1984). La documentation s'accélère dans les décennies suivantes. De même, les initiatives associatives pour entretenir et développer le camp se multiplient dès la fin des années 1970. Mais l'intervention du Land ne viendra qu'en 2000/2001 lorsque celui-ci décide de prendre en charge le chantier de remise en état des fondations de la caserne.

Cette organisation, bien différente de celle du camp du Struthof, a malheureusement contribué à dégrader le site. Il doit essentiellement son salut à nombre de fondations et d'associations qui souhaitent le maintenir dans le meilleur état possible et même le développer.

Le Centre européen du résistant déporté (CERD) : une mémoire à plusieurs échelles

La comparaison avec le camp de Neue-Bremm est délicate pour le cas du CERD car ce lieu est nettement plus développé et institutionnalisé. Sa gouvernance est d'ailleurs différente, puisqu'il est géré par l'Office national des combattants et des victimes de guerres (ONaCVG), une branche du ministère des Armées, tandis que l'ancien camp de Neue-Bremm est en grande partie entretenu par des associations. Ce sont deux échelles administratives différentes, la première est nationale tandis que la seconde est locale. Par ailleurs, l'histoire du site de l'ancien camp de concentration de Natzweiler-Struthof propose une approche à différentes échelles,

chacune matérialisée par un élément différent du site. La construction mémorielle du site a suivi plusieurs étapes à plusieurs temporalités.

Immédiatement après la guerre, alors que le site est encore un lieu de détention, le bas du camp - matérialisé par les bâtiments Bunker et Crématoire ainsi que par l'ancienne fosse septique - devient un lieu de recueillement des anciens détenus et des proches décédés. Dès 1945, une croix est installée et l'ancienne fosse septique devient la "fosse aux cendres", puisque c'est là-bas que les cendres des détenus décédés sont jetées par les SS. En 1960, une nouvelle croix est installée plus en arrière, la fosse est aménagée et un mur dédié aux plaques commémoratives est installé. De nombreuses nationalités et catégories d'anciens détenus ont une plaque en leur mémoire. On peut néanmoins noter une plaque qui, bien qu'importante, n'est pas réellement à sa place parce que dédiée aux combattants d'Indochine, mais aussi une plaque manquante, celle des anciens détenus germaniques (Allemands et Autrichiens). Cette plaque manquante symbolise encore le traumatisme de l'annexion et la tendance à généraliser à toute la population germanique les crimes qui ont été perpétrés. La fosse aux cendres est donc le lieu de recueillement des proches ou des catégories et associations d'anciens déportés, elle correspond à une mémoire à caractère personnel, voire intime.

Au même moment que le réaménagement de la fosse, en 1960, une nécropole nationale est inaugurée par le général de Gaulle, alors Président de la République. Ce sont 1116 tombes d'anciens déportés français morts dans les camps nazis ainsi qu'un grand mémorial avec une 1117e tombe, celle du déporté inconnu. Ce mémorial, en forme de flamme, symbolise à l'origine la flamme de la Résistance. Aujourd'hui il peut-être vu comme le symbole de la flamme de la mémoire que le lieu cherche à transmettre à ses visiteurs. Evidemment, le drapeau français est installé et symbolise cette nouvelle échelle de mémoire: une mémoire nationale.

Une dernière échelle de mémoire s'ajoute à ce lieu en 2005 avec l'inauguration, par le Président de la République Jacques Chirac, du Centre européen du résistant déporté. Outre de nouveaux bâtiments et de nouvelles expositions, c'est une équipe permanente qui est présente sur le site et qui s'est complétée au fil des ans. Guides, médiateurs, responsables administratifs et scientifiques permettent à ce lieu de s'institutionnaliser et de développer l'écriture de son histoire mais aussi la perpétuation de la mémoire du site. Grâce à cela, l'ancien camp de Natzweiler-Struthof gagne en visibilité et a pu accueillir, en 2019, plus de 200 000 visiteurs dont 100 000 scolaires, un record en passe d'être dépassé en 2023. Outre ce développement, le CERD donne au lieu une nouvelle échelle mémorielle: l'échelle européenne. Un élément symbolique est l'installation du drapeau européen aux côtés du drapeau français au niveau du mémorial.

Ce sont donc trois échelles de mémoire qui cohabitent au CERD - mémoire intime, mémoire nationale et mémoire européenne - et qui entrent en symbiose avec la transmission de l'histoire en ce lieu. Dans le parcours visiteur, cette succession de mémoires ne se ressent pas forcément. Les guides et médiateurs présentent l'histoire de cet ancien camp d'une même voix, celle de l'histoire, qui, elle, n'a pas de

nationalité. Les différentes échelles mémorielles se ressentent néanmoins dans les différentes cérémonies qui ont lieu dans cet ancien camp. Officielles, nationales, personnelles ou officieuses, ces cérémonies rendent avant tout hommage aux victimes de ce camp et condamnent l'horreur qu'il symbolise.

Un exemple tiers: Auschwitz, une mise en scène nationaliste?

L'exemple d'Auschwitz se fonde sur l'expérience d'une participante au groupe de réflexion, Mathilde Jacq, qui a fait part de son témoignage et de ses ressentis sur son expérience de visite de l'ancien camp de concentration et centre de mise à mort d'Auschwitz-Birkenau.

Mathilde a visité Auschwitz-Birkenau en novembre 2020 accompagnée d'une météo morose. La visite guidée est obligatoire et faite par un guide polonais en allemand. La visite proposée l'est selon un prisme patriotique très favorable à la Pologne: le mot "nazi" n'a jamais été utilisé au profit de celui "d'Allemand" et le guide établissait une distinction entre les Polonais et les Juifs. Une double tension fut donc ressentie: celle du lieu mais aussi celle de l'orientation politique du guide. La visite propose également une exposition permanente, jugée bien présentée même si elle manque de cartels, c'est le guide qui explicite le tout. Mathilde témoigne donc d'un sentiment de malaise et de gêne lié à sa perception française de la mémoire. Elle a fait face à un pays qu'elle ne considère pas en phase avec son passé dans un XXI^e siècle déjà bien avancé, là où la France propose des lieux mémoriels plus historiques qu'auparavant. Elle formule également une grande critique sur la politique du site qui se veut plus touristique que mémorielle. Les deux points de critiques sont la boutique - qui est un magasin présenté comme tel juste en face de l'entrée du site - et l'attitude des personnes. Le 15 avril 2023, une britannique crée le scandale avec une pose peu respectueuse du lieu pour ses réseaux sociaux. Le Mémorial d'Auschwitz s'indigne, à raison, et un scandale à l'échelle européenne a lieu. Néanmoins, ces photos sont quotidiennes et il est rapporté que les guides n'adoptent aucune politique de réprimande face à cela.

Ce ressenti n'est pas anodin ni infondé. La Pologne a créé, en 2000, l'Institut de la mémoire nationale (*Instytut Pamięci Narodowej*, abrégé IPN). Cet institut a une gouvernance directement liée à la politique nationale polonaise (le directeur est nommé par le Parlement) et est donc modifiée au gré des gouvernements successifs. À partir de 2005, le parti Droit et justice (PiS), un parti très conservateur de droite radicale, est au pouvoir en Pologne et a modifié la gouvernance de l'IPN afin de correspondre à leur "politique historique" qui est un élément central de leur action politique. L'IPN change son approche de l'histoire en adoptant le "point de vue polonais" et en en faisant la promotion. Le changement le plus drastique - souligné par Valentin Behr dans son article "Entre histoire et propagande. Les contributions de l'Institut polonais de la mémoire nationale à la mise en récit de la Seconde Guerre mondiale" publié en 2019 dans la revue *Allemagne d'aujourd'hui* - est vu dans les relations polono-juives : le projet consacré à la Shoah est renommé "les Polonais ayant secouru les Juifs". Ce renom vise à centrer les recherches autour des Polonais

assassinés ou réprimés par les nationaux-socialistes pour leur aide envers les Juifs. D'autres historiens, non-polonais, proposent une approche plus critique de l'attitude de la population polonaise à l'égard des Juifs durant la guerre, ce que l'IPN tente de contrer avec ce projet. Entre 2011 et 2016, l'IPN adopte une approche moins marquée politiquement après un changement de gouvernement et de direction. Valentin Behr affirme néanmoins que le retour du PiS au pouvoir en 2015 et le changement de direction de l'IPN en 2016 remet en avant "l'obsession de l'innocence polonaise".

Depuis, l'IPN adopte une position encore plus controversée visant à également porter un regard critique sur "l'attitude des Juifs vis-à-vis des Polonais et de l'État polonais". L'objectif est de réfuter la thèse d'un antisémitisme déjà bien présent dans la société polonaise avant la guerre et de rejeter la responsabilité collective du peuple polonais dans la Shoah. L'IPN met également au même niveau l'occupation du territoire par les nationaux-socialistes et les soviétiques, ce que les historiens voient comme très discutables historiographiquement. De manière générale, l'IPN propose une approche romancée de la mémoire et de l'histoire polonaise de la Seconde Guerre mondiale. Elle est caractérisée par un "héroïsme et une martyrologie" du peuple polonais vis-à-vis de l'Allemagne nazie et occulte tous les actes négatifs de ce peuple envers la population juive déjà avant la guerre. L'IPN, par sa gouvernance, est le reflet de la perception politique de l'histoire polonaise, analysée jusque-là.

Synthèse: l'absence d'une mémoire européenne

L'exemple de la mise en scène de la mémoire de l'ancien camp de concentration et centre de mise à mort d'Auschwitz-Birkenau n'a pas été choisi au hasard. Il est là pour illustrer qu'il n'existe pas de mémoire européenne sur la Seconde Guerre mondiale, ni une position historiographique commune. Il est important de préciser qu'une mémoire européenne commune ne viserait à aucun moment la disparition des mémoires locales et nationales, au contraire. Néanmoins, et plus particulièrement concernant les camps de concentration nationaux-socialistes, le vécu des détenus reste sensiblement le même, malgré les différences de traitement en fonction des nationalités, exemple illustrant la nécessité de maintenir également des mémoires nationales et locales.

La construction d'une mémoire européenne, et donc intrinsèquement d'une histoire européenne, est un moyen tout d'abord de montrer l'unité de l'Europe qui existe depuis que la Seconde Guerre mondiale s'est terminée, mais aussi d'avoir un moyen de lutter contre les dérives de l'usage de l'histoire, comme aujourd'hui en Pologne. Cela permettrait également de mieux équilibrer le rapport entre la mémoire et l'histoire. Concrètement, la Pologne se place sur une lecture mémorielle des événements avec une mise en avant des Justes et une vision victimaire de la population polonaise face au nazisme. De l'autre côté, la France et l'Allemagne avancent au rythme de ce qu'on peut appeler le refroidissement de la mémoire, c'est-à-dire le temps qui passe depuis les événements, et la perte des témoins. La mémoire n'étant plus chaude, l'histoire peut de plus en plus s'écrire en levant les tabous qui pouvaient exister, comme celui de l'incorporation de force des

Alsaciens-Mosellans en 1942, encore sensible en Alsace mais nettement moins qu'il y a quelques années.

En somme, la Seconde Guerre mondiale est un conflit qui a bouleversé l'Europe, l'a détruite mais a également permis sa construction et son unité avec tout d'abord la création du Conseil de l'Europe en 1948 et surtout de l'Union européenne ensuite. Malgré ce noyau commun d'histoire et de mémoire, l'histoire de ce conflit n'est pas présentée de la même manière selon le pays où on se trouve, abstraction faite des spécificités nationales. Sans renier ces dernières, l'absence de mémoire européenne est une lacune à l'unité de l'Europe mais aussi à l'affirmation de l'identité commune des peuples malgré leurs cultures propres. Cela, les participants au projet *Lieux de mémoire* et au groupe de réflexion l'ont bien compris et ont donc formulé des propositions en ce sens, propositions qui ne visent pas à s'insérer dans un contexte uniquement national ou franco-allemand.

PARTIE 3 - Perspectives

Après avoir réfléchi aux concepts présentés dans les deux parties précédentes, les participants du groupe de réflexion ont formulé plusieurs propositions de ce qui, selon eux, permettrait d'adapter les lieux de mémoire aux enjeux du XXI^e siècle et de trouver l'équilibre entre ce qu'ils incarnent et la transmission de ce qu'ils incarnent vers de nouvelles générations pour qui ces événements semblent très voire trop lointains. Les propositions sont pour la plupart générales, mais certaines sont plus spécifiquement dédiées à des lieux de mémoire moins structurés, par exemple le site de l'ancien camp de la Gestapo de Neue-Bremm à Sarrebrück.

Une base: représenter le lieu et le contextualiser

Avant toute chose, il est important d'identifier le lieu de mémoire et de le mettre en avant par des éléments minimaux: panneaux routiers, panneaux muséographiques, plans et/ou maquettes, éléments contextuels sur l'histoire du lieu de son passé à son présent. Il est nécessaire de permettre aux visiteurs de savoir où ils arrivent et ce que représente le lieu aujourd'hui par son passé.

Pour cette partie, le groupe a notamment pris l'exemple de l'ancien camp de la Gestapo de Neue-Bremm à Sarrebrück. Le lieu a nettement évolué depuis sa période d'activité et il n'a pas été conservé et mis en valeur de la même manière que l'ancien camp de concentration de Natzweiler. Il subsiste quelques éléments et des panneaux explicatifs sont présents. Ces éléments, très importants, ne sont pas suffisants selon le groupe de réflexion. Ce type de lieu doit d'abord être visible et identifiable depuis la route par des panneaux. Sur le lieu, il est nécessaire que les gens l'identifient immédiatement et prennent conscience du caractère mémoriel. Cela passe par l'installation d'un panneau à l'entrée qui indique le type de lieu et fait une mise en place contextuelle et réglementaire. Les différents éléments du lieu doivent aussi être valorisés. Dans le cas du camp de Neue-Bremm, les anciennes baraques délimitées mériteraient un petit panneau expliquant à quoi correspondent les délimitations, de même pour l'ancien bassin au centre de la place.

Ce n'est que seulement après ces premiers éléments mis en place que les propositions ci-dessous prennent leur sens et peuvent trouver l'écho que le groupe de réflexion leur donne.

Une volonté d'approche historique

Tout d'abord, le groupe de réflexion est très attentif à la vérité historique et à la nécessité de ne pas instrumentaliser ce qu'il s'est passé sur le lieu de mémoire. Pour ses membres, la muséographie doit régulièrement être réactualisée, tous les 5 à 10 ans, à partir des avancées des recherches historiques. Les lieux doivent veiller à ne pas considérer les espaces muséaux comme acquis, ils doivent être vérifiés et

actualisés régulièrement, si possible avec l'aide d'un Conseil scientifique. Cette réactualisation est évidemment valable pour les visites guidées ou audioguidées.

Concernant la mise en scène de la mémoire, il est préférable de ne pas chercher à susciter une vague d'émotion ou à transmettre directement un message aux visiteurs: le groupe de réflexion préconise de chercher à susciter une légère émotion qui permet de captiver l'attention, mais de privilégier une approche strictement historique en évoquant les faits qui ont eu lieu sans chercher à choquer ou surprendre. Les lieux de mémoire sont là pour transmettre le passé et, souvent, un message ou une prise de conscience, mais le groupe considère les visiteurs suffisamment matures pour tirer d'eux-même les leçons de leur visite. Dans le cadre des scolaires, les activités pédagogiques peuvent aider à cette réflexion. Le groupe était unanime quant à son absence d'intérêt sur d'éventuelles reconstitutions ou présence de personnes en tenues d'époque. La remarque a été faite de manière générale pour tous les lieux pouvant être visités, mais prend un caractère plus fort dans des lieux aussi chargés de sens que le sont les anciens camps de Natzweiler et Neue-Bremm.

Cette volonté d'approche neutre et historique ne reflète cependant pas une volonté d'effacer le témoignage. Au contraire, le groupe de réflexion préconise un usage simultané du témoignage et de l'histoire dans la muséographie et les visites dont des précisions sont apportées ci-dessous.

La mise à contribution des nouvelles technologies

Les propositions émises par les membres du groupe de réflexion donnent une place non négligeable aux nouvelles technologies. Sans négliger le rôle très important des guides, ils proposent de donner une place importante aux audioguides dans la visite des lieux tout en émettant plusieurs recommandations: la voix de l'audioguide doit être humaine et non synthétique et des témoignages, voire des images dans le cadre d'audioguides en smartphone, peuvent être diffusés. L'humanité derrière la technologie est ici importante car il est nécessaire de rendre un peu d'humanité à l'inhumanité de ces lieux.

La mise en avant des témoignages est aussi préconisée par le biais des smartphones. Le groupe préconise l'installation de petites plaques qui relatent un passage de témoignage, mais accompagnées d'un QR Code qui donnerait accès au témoignage plus complet voire à des informations plus développées. Cela permet au lieu de mettre en avant son histoire sans se surcharger de muséographie tout en donnant une information minimale au visiteur qui, s'il le souhaite, peut approfondir cette information. Dans les musées, les membres du groupe sont particulièrement intéressés par la diffusion de témoignages filmés sur des écrans afin de donner une représentation humaine aux mots d'anciens détenus, pour la plupart aujourd'hui disparus. Les derniers témoins disparaissent, il a donc aussi été proposé d'associer les témoignages aux archives personnelles/familiales même s'il y a une conscience dans la difficulté à obtenir de telles archives.

Une dernière proposition, un peu différente des autres, et faisant appel aux nouvelles technologies a été proposée. Depuis récemment, le métavers et la réalité virtuelle tentent de se développer avec les casques à réalité virtuelle. Une idée utilisant ces nouvelles technologies a été proposée en ce sens. Les lieux de mémoire peuvent faire usage de casques à réalité virtuelle afin de pouvoir, au sein du lieu, proposer une représentation physique de ce qu'était le lieu avant et pendant son existence. Dans le cadre de l'ancien camp de Natzweiler, il s'agirait d'avoir une vision du camp avec toutes les baraques et possiblement avec les différentes phases météorologiques connues de l'époque. Il serait aussi possible de montrer le lieu avant que s'installe le camp. C'est aussi concernant l'ancien camp de la Gestapo de Neue-Bremm que cette proposition gagnerait en sens: le lieu est aujourd'hui peu mis en valeur et un hôtel est même construit sur une partie de celui-ci. Il est davantage difficile de se projeter dans le lieu d'époque.

Sans peut-être arriver à l'utilisation de casques à réalité virtuelle, une modélisation en 3D des lieux, qui serait accessible par le biais d'un poste informatique public, permettrait, en étant moins immersif, de se projeter sur la géographie du lieu. Cette proposition ne doit pas remplacer les témoignages, dessins, plans ou images existantes, mais les compléter. Évidemment, cette proposition ne cache pas une volonté morbide de représenter des scènes de vie de l'époque. Seuls les lieux seraient représentés virtuellement, aucunement complétés par des images de détenus ou de gardes SS. L'idée est de compléter la prise de conscience de ce qu'étaient réellement ces endroits, sans risquer des travers que l'on peut qualifier de morbides. Cela complète la proposition faite en amont sur l'absence de volonté de mise en scène du passé par des reconstitutions.

Synthèse

Les trois parties présentées ci-dessus correspondent aux trois étapes chronologiques que les membres du groupe de réflexion préconisent de suivre. Les lieux de mémoire doivent effectivement être représentés et contextualisés dans leur environnement car leur situation géographique actuelle n'est pas la même qu'il y a 80 ans. En parallèle, l'approche donnée à ces sites doit être scrupuleusement historique afin d'offrir une vision objective et exhaustive du lieu. Cela permet également d'éviter toute instrumentalisation du lieu et de sa symbolique à des fins politiques ou nationalistes.

Lorsque le lieu est identifié et que les premiers travaux historiques sont faits, le groupe de réflexion préconise d'entrer dans l'ère du XXI^e siècle et d'utiliser les nouvelles technologies afin d'aider à la représentation et à la diffusion de l'histoire du site. Cela implique un investissement financier mais surtout une réflexion éthique à l'usage de ces outils afin qu'ils ne soient pas détournés à des fins sensationnelles, ce que ces lieux n'ont pas vocation à être.

Ces perspectives, rappelons-le, sont celles d'un petit groupe d'étudiants ou jeunes actifs qui sont âgés de 20 à 30 ans. Ils ont malgré tout tenté de mener leur

réflexion en se mettant à la place des divers publics de ces lieux, plus âgés ou plus jeunes, afin de les rendre plus accessibles mais surtout compréhensibles.

Conclusion

La conservation de la mémoire, un enjeu pour l'avenir de la construction européenne

À l'heure du retour des conflits interétatiques sur le continent européen, la place de la mémoire est plus que jamais centrale pour l'avenir de la construction européenne. Pour que la mémoire vive, il paraît nécessaire de maintenir une culture historique solide auprès des jeunes générations qui porteront le souvenir d'un passé qui appelle à réfléchir sur le présent et le futur. C'est le propre des cultures mémorielles entretenues au niveau national sur les événements considérés comme éléments fondateurs d'une société. Le danger cependant, est celui du distorsionnisme, voire du négationnisme dans certains cas, si la science historique se détache de la culture mémorielle. Comme le veut l'adage, il n'y a pas de mémoire sans histoire, et pas d'histoire sans la mémoire.

Or, l'usage de la mémoire par les institutions nationales contribuent effectivement à une certaine distorsion de la réalité historique dont le principal objectif est de fédérer une population autour d'une même idée, afin de former ce qui est appelée "la nation". La nation, au sens d'un corps homogène supposé être le rempart contre les séparatismes et les velléités de division. La nation, ou l'élément nécessaire pour devenir un État. La mémoire collective reste cependant percluse de particularismes individuels. Chacun vit ou a vécu les événements différemment, et la voix de l'État en matière de mémoire n'est pas toujours perçue comme celle qui doit faire foi. Afin qu'elle soit la plus fidèle possible, la plus indépendante possible, la mémoire doit donc conserver une neutralité lorsqu'elle est représentée dans l'espace public.

Le rôle de la jeunesse

Le message que porte le projet "Lieux de mémoire : un dialogue franco-allemand" consiste à rappeler que la mémoire est intrinsèquement liée à l'évolution de nos sociétés et que de ce fait, les jeunes générations doivent se rendre compte de l'importance que comportent certains événements dans l'histoire européenne. L'axe principal des propositions du groupe de réflexion cadre effectivement avec ce besoin, que l'on sait aujourd'hui toujours croissant, d'équilibre entre une mémoire largement documentée scientifiquement et une autre empreinte d'émotion. Il est nécessaire d'attirer l'émotion du public pour mobiliser son attention sur la gravité des événements qui ont eu lieu dans les deux camps visités durant le projet, sans toutefois délaissier l'impartialité propre à la science historique.

Les "lieux de mémoire", incarnent donc l'idée que la mémoire doit pouvoir être exposée de la manière la plus neutre possible. Mais aussi de la manière la plus compréhensible possible. En associant une exposition claire et visible à une description neutre et historiquement fondée, la mise en scène de la mémoire doit s'adapter à l'évolution de la société et aux besoins de celle-ci. Les quelques mesures proposées dans ces pages sont à destination de ces lieux pleins de souvenirs et qui se

donnent pour mission d'exposer aux yeux du monde ce que l'histoire a porté de tempêtes et d'accalmies. Le travail effectué par le groupe de réflexion est certes une goutte d'eau au milieu d'un océan qui n'a pas de fin. Néanmoins, il témoigne du réel intérêt d'une jeune génération de construire le futur de l'Union européenne à partir d'une mémoire certes douloureuse mais qui constitue une réelle leçon.

“N'oublions jamais”

Titre du bulletin de l'Amicale de Neuengamme

Postface - Des mémoires partagées à la mémoire européenne

A travers le projet des Jeunes Européens consacré aux lieux de mémoire et par leur approche comparative, les participants à cette exploration mémorielle ont ouvert des voies. Par des visites, par des rencontres avec des chercheurs et professionnels, par des débats et discussions mettant en lumière plusieurs cas concrets, ils ont découvert au fil de leur exploration les enjeux mémoriels de l'histoire européenne, en particulier autour des récits de la Seconde Guerre mondiale et des crimes qui la caractérisent. Cette initiative met en lumière les nombreux débats sur les mémoires européennes, tels que les différents récits nationaux qui les véhiculent, les controverses historiographiques qui les confrontent, ou encore les enjeux de leur transmission aux nouvelles générations par une grande diversité d'entrepreneurs de mémoire et grâce à des initiatives pour leur valorisation auprès du grand public. Par l'intermédiaire de ce rapport, les Jeunes Européens rendent compte des questionnements qui traversent encore aujourd'hui la société européenne sur les mémoires que nous avons en partage, les initiatives de commémoration, de valorisation et de transmission communes et la laborieuse convergence des récits nationaux des événements de l'histoire contemporaine des Européens.

Cette étude collective à l'initiative de jeunes participants, amateurs ou néophytes de ces questions mémorielles, a permis d'approfondir ces questions liées aux mémoires et à l'histoire de l'Europe tout en les vulgarisant aux non-spécialistes. Ce projet contribue à une démarche générale de transmission de ces mémoires collectives européennes, dont la diversité des récits est intéressante à analyser pour en cerner toutes les nuances. Il questionne l'appropriation par les nouvelles générations de ces mémoires dans une dimension transnationale, tout en révélant les différentes approches locales ou nationales des enjeux mémoriels précités.

Ce sont bien ces mémoires collectives qui façonnent le sentiment d'appartenance des Européens à une même communauté de destin et forgent le socle de la communauté politique qu'ils bâtissent depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Les participants se sont toutefois confrontés à l'épineux sujet d'une mémoire européenne commune. Tenant compte de la persistance des divergences dans la narration et la transmission des mémoires marquées par les récits nationaux et face aux difficultés qui demeurent dans l'émergence d'un véritable espace public européen dans lequel une mémoire commune pourrait s'épanouir pleinement, les participants à ce projet orchestré par les Jeunes Européens ont pris conscience des enjeux complexes de la mémoire des événements que les Européens partagent pourtant dans leur histoire. Ils ont perçu les tensions durables entre différents récits mémoriels nationaux, qui peuvent eux-mêmes se heurter à des mémoires plus locales qui entrent en dissonance avec la mémoire nationale et trouvent parfois l'opportunité de leur expression dans des récits mémoriels européens naissants plus à même d'englober la diversité des mémoires des Européens et leur complexité. Au-delà des débats d'historiens, ces mémoires collectives et les divergences de vue qui persistent mettent au défi le sentiment d'appartenance des Européens à une même communauté.

Les initiateurs de ce projet ont souhaité proposer une appropriation de ces mémoires collectives des Européens à travers l'exploration des lieux de mémoire, qui témoignent de leur persistance et laissent une trace des épisodes de notre histoire partagée tout en oubliant parfois le sens. Cette approche toute particulière entre en résonance avec les débats historiographiques contemporains sur l'existence de lieux de mémoire européens et la pertinence de leur étude. Depuis les écrits pionniers de Pierre Nora et des historiens réunis pour l'écriture des volumes de Lieux de mémoire de la France dans les années 1980, des chercheurs se sont aventurés dans la rédaction d'autres sommes historiques pour faire état des mémoires nationales des pays du continent européen. D'autres ouvrages ont, dans une approche comparative, analysé des lieux de mémoire partagés entre plusieurs communautés nationales, par exemple dans l'étude de lieux de mémoire franco-allemands. C'est plus tard que des spécialistes comme Thomas Serrier et Etienne François ont choisi de consacrer leurs travaux à l'étude de lieux de mémoire européens, et ce, en bravant les critiques de certains historiens parmi lesquels Pierre Nora lui-même mettant en doute la pertinence de cette nouvelle dimension donnée à ce concept. Leur somme *Europa, notre histoire* marque les débats historiographiques de la dernière décennie.

Ces controverses sur l'émancipation des lieux de mémoire de leur cocon national et sur leur analyse dans une dimension transnationale se poursuivent encore aujourd'hui avec une nouvelle génération d'historiens. Certains d'entre eux portent leur étude sur les lieux de mémoire de la construction européenne, formulant l'hypothèse que l'émergence d'une communauté politique commune née du processus d'unification de l'Europe après la Seconde Guerre mondiale produit nécessairement des mémoires collectives qui s'incarnent dans des lieux de mémoire communs. Ces nouveaux enjeux nourriront peut-être une nouvelle exploration mémorielle proposée par les Jeunes Européens.

Hervé Moritz
Président du Mouvement Européen - France

Table des matières

Préface.....	2
Introduction.....	4
Du projet au rapport.....	4
Le groupe de réflexion.....	7
PARTIE 1 - Les enjeux de la mémoire, étude comparée.....	8
En France, la force de la libération.....	9
En Allemagne, le paradoxe de la division.....	13
Synthèse : La mémoire comme pierre angulaire de la construction sociale.....	16
PARTIE 2 - Mettre en scène la mémoire.....	18
Le camp de la Gestapo de Neue-Bremm: un exemple d'une mémoire à développer.....	18
Le Centre européen du résistant déporté (CERD) : une mémoire à plusieurs échelles.....	19
Un exemple tiers: Auschwitz, une mise en scène nationaliste?.....	21
Synthèse: l'absence d'une mémoire européenne.....	22
PARTIE 3 - Perspectives.....	24
Une base: représenter le lieu et le contextualiser.....	24
Une volonté d'approche historique.....	24
La mise à contribution des nouvelles technologies.....	25
Synthèse.....	26
Conclusion.....	28
La conservation de la mémoire, un enjeu pour l'avenir de la construction européenne....	28
Le rôle de la jeunesse.....	28
Postface - Des mémoires partagées à la mémoire européenne.....	30
Table des matières.....	32
Les auteurs.....	33

Les auteurs



Théo Mertz

Étudiant en master d'Histoire des mondes germaniques à l'Université de Strasbourg puis Médiateur pédagogique au Centre européen du résistant déporté.

Simple bénévole (2022-2023) puis chargé du militantisme, des formations et du Label Ville européenne chez les Jeunes Européens - Strasbourg (2023-2024).



Louis Ritter

Étudiant en master d'Histoire et civilisation de l'Europe à l'Université de Strasbourg.

Service civique (2022-2023) puis responsable du pôle Relations transfrontalières et européennes chez les Jeunes Européens - Strasbourg (2023-2024).

JEUNES EUROPÉENS - STRASBOURG

Section locale des Young European Federalists (JEF Europe) et des Jeunes Européens - France
25 Avenue du Général de Gaulle, 67000 Strasbourg
strasbourg@jeunes-europeens.org | www.jeunes-europeens-strasbourg.eu

© novembre 2023